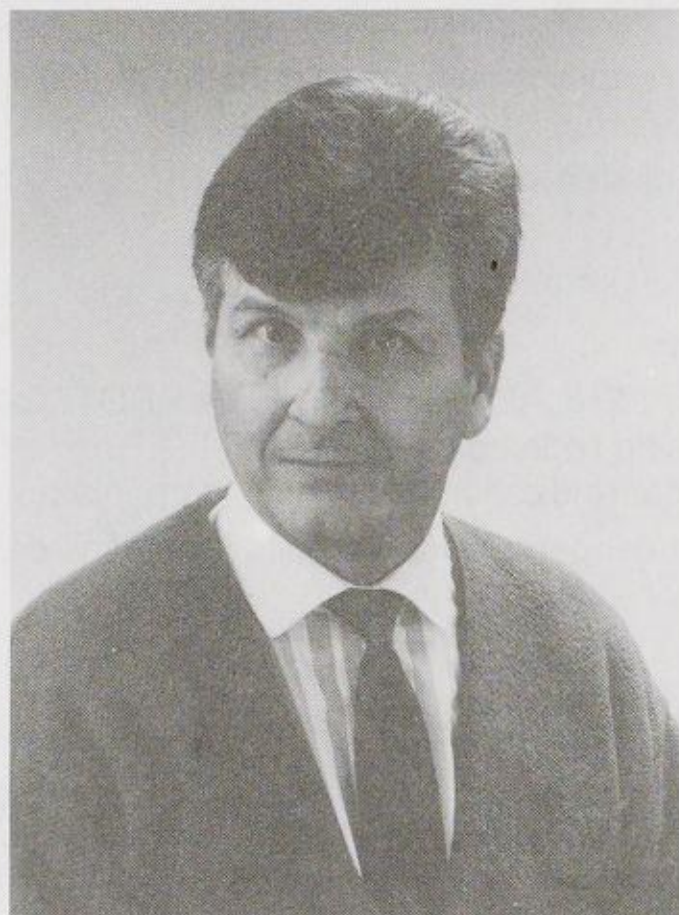


ÉLECTIONS LÉGISLATIVES des 21 et 28 Mars 1993

2ème CIRCONSCRIPTION de la HAUTE-GARONNE



Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Si nous avons pris l'initiative de nous présenter aux législatives des 21 et 28 mars 1993, c'est parce que :

a) nous désirons démontrer à nos concitoyens, que l'époque du "y'a qu'a, faut qu'on" n'existe plus, Lorsque l'on n'est plus satisfait de nos élus, quels qu'ils soient, il faut avoir l'honnêteté et la franchise de le dénoncer ouvertement, voire même publiquement, le sanctionner par le VOTE.

b) nous souhaitons prouver à nos concitoyens, nos capacités à maîtriser notre destin. Pour cela, ayons l'humilité, en toute simplicité, de "retrousser nos manches" ; c'est notre cas.

c) pour cela démarquez-vous publiquement et rejoignez-nous.

A ceux qui seraient tentés de revoter pour certains qui ont démontrés leur incapacité, en leur temps, nous disons qu'ils ne sont pas tenus d'écouter des médias qui les présentent comme seule issue alternative. Pourquoi ne pas souligner votre mécontentement, en votant pour des gens qui n'ont pas ou si peu la faveur des médias mais qui ont la particularité de s'investir avec tout leur cœur, pour un CHANGEMENT auquel la majorité aspire. ?
NE LAISSEZ PAS LES MÉDIAS VOUS DICTER VOTRE VOTE.

Nous sommes ouverts sans discrimination, à tout débat, propositions d'idées qui vous préoccupe depuis longtemps. Pour cela sachez parler avec tout votre cœur et votre âme de Citoyen Républicain et Démocrate.

VOULEZ-VOUS QUE LA MISÈRE, FLÉAU NATIONAL ET MONDIAL, PROGRAMMÉE DEPUIS DE NOMBREUSES ANNÉES PAR UNE MINORITÉ DE SPÉCULATEURS, DE MALHONNETES ET D'ESCROCS, VIENNE, PAR DES GUERRES, DÉTRUIRE NOS FAMILLES ET NOS ENFANTS.

Voici quelques propositions recueillies auprès de nos concitoyens.

CHÔMAGE ET RMI

Nous proposons que les chômeurs rémunérés et les RMIstes, fournissent un travail à la collectivité, en échange de leur indemnité ; cela permettrait, à chacun chacune, de retrouver sa dignité et ainsi ne pas avoir l'impression d'être inutile en étant à charge de la société. A titre d'exemple, sanctionner les faux chômeurs assidus dans une oisiveté arrangeante, leur permettant d'effectuer certains travaux illicites. De ce fait, manque à gagner au niveau des PMI et PME.

Ils pourraient sous forme de contrat, être responsables sous peine de destitution de leurs droits, assurer :

A) en milieu urbain

- a) la sécurité des enfants à la sortie des écoles.
- b) l'aide des personnes âgées à faire leurs courses et tous les menus travaux qu'elles ne peuvent plus faire.
- c) en renfort, la garde des enfants, dans les établissements scolaires ou milieu familial.

B) en milieu rural

- a) l'entretien des berges de rivière, des bois...
- b) le reboisement en collaboration avec les services administratifs intéressés.
- c) l'entière organisation de tout cela, bien sûr, grâce au volontariat des gens considérés inutiles.

SANTÉ

Nous souhaitons que le corps médical soit payé au nombre de gens en bonne santé.

Nous proposons que la publicité sur les médicaments soit prohibée, dans la mesure où les statistiques prouvent que l'automédication entraîne des maladies.

La baisse des charges sociales déduites des économies réalisées par une meilleure gestion de la santé.

JUSTICE

Nous serions favorable à ce que le Ministre de la Justice ainsi que la Cour des Comptes, soient élus au suffrage Universel.

Ils seraient totalement indépendants du gouvernement.

Le banditisme, la drogue et le chômage, la lutte contre les deux premiers fléaux aura pour conséquence de réduire l'insécurité, les charges des assurances dans les vols de voitures, des incendies des entreprises.

Dissoudre le conseil de l'Ordre des Médecins ainsi que celui des Avocats, des Notaires... qui n'ont aucune utilité, à ce jour, alors que, normalement, ils sont les garants de nos institutions.

De ce fait, ils seraient personnellement responsables de leurs actes et auraient à répondre, directement, de leur faute professionnelle si elle est reconnue et leur assurance, sera engagée civilement.

A l'heure actuelle, en cas de faute, le praticien ou l'avocat..., par le biais de l'immunité, est protégé par leur hiérarchie respective, voire même couvert et c'est le citoyen qui en fait les frais.

AUDIOVISUEL

Nous voulons une chaîne culturelle réservée à l'expression des citoyens, moyennant un paiement abordable et qui leur permettrait de communiquer leurs idées.

Il en serait de même pour la musique française qu'elle soit classique ou moderne...

AGRICULTURE

Protection de l'agriculture, gardien de notre santé et de notre alimentation.

Information des consommateurs, à titre d'exemple, sur l'origine des vins : ENCADREMENT DE LA PROTECTION DES PRODUCTEURS. Vente des vins, en informant les consommateurs de l'origine de propriété.

Directives Européenne E : VINS DIVERS PAYS DE LA COMMUNAUTÉ : NON, par l'indication de l'origine (propriétaire).

Nous voulons consommer les bons produits du terroir, exempts de toute dangerosité de produits à des fins de conservation.

FISCALITÉ

Nous aimerions que les automates, ordinateurs, robots, soient taxés en fonction du nombre de personnes qu'ils remplacent. L'argent récolté irait, à ceux auxquels ils se substituent.

Nous suggérons que toute personne faisant profiter l'État de leur idée, gagne 50 % de la somme ainsi économisée. (déduction des frais d'étude qui pourraient, d'ailleurs, être réalisés par les inactifs compétents).

DÉFENSE

Nous sommes favorables à une armée de métier mais ouverte au volontariat et dont l'intendance, serait gérée par des civils. Autrement dit, les militaires sur le terrain, les civils au bureau.

Nous préconisons une défense passive et des séminaires d'information obligatoires, concernant la sécurité civile et la prévention des accidents nucléaires, pour tous les jeunes, garçons et filles, en remplacement du Service Militaire Actif.

COMMERCE

On oublie de dire, à titre d'exemple, que là où une grande surface crée 200 emplois, souvent c'est 1000 petits commerçants qu'elle supprime, avec qualité, compétence et contacts humains.

Faut-il vous rappeler que derrière ces façades anonymes se cachent nos plus illustres élus, prêchant la bonne parole.

Ils oublient de préciser les problèmes de fin de mois et le faste dans lequel ils se complaisent à vivre.

Ils oublient de dire, à combien ils payent les mêmes entreprises qu'ils ont acculés à la faillite.

Ils ont encaissé le prix d'une marchandise qu'il ne payent que plusieurs mois plus tard.

ILS ONT TOUCHÉ DE L'ARGENT FRAIS ALORS QUE LES FOURNISSEURS SONT RÉGLÉS PLUSIEURS MOIS PLUS TARD. LA SEULE FINALITÉ DE CE SYSTÈME EST DE PROGRAMMER LA FIN DU PETIT COMMERCE ET AINSI DE S'ASSURER LE MONOPOLE DE LA DISTRIBUTION.

AINSI, EN CAS DE CONFLIT, IL SERA PLUS FACILE DE FERMER UNE GRANDE SURFACE QUE MILLE PETITS COMMERCE.

Soit vous acceptez la continuité de l'implantation des grandes surfaces qui, à court terme, détruira le petit commerce, soit, on applique une réglementation sévère à leur encontre.

ÉDUCATION NATIONALE

Nous devons sauvegarder l'Éducation et la Moralité de nos enfants, par le biais de nos institutions : à savoir Liberté notions fondamentales qui impliquent d'autres principes tout aussi importants comme le pluralisme et la Laïcité.

A noter que le candidat (en tant qu'apolitique), se trouvait sur une liste de gens mécontents aux Municipales de SEMEAC (65). Les conditions d'inscription étaient soumises à un parrainage politique. SCORE OBTENU 36,20 % sur 2825 VOTANTS.

SI VOUS ÊTES CONVAINCU PAR NOS PROPOSITIONS SOUTENEZ NOUS EN VOTANT RANIERI.

Vu le candidat

Nous vous remercions d'avance de votre confiance.

Angélo RANIERI, 49 ans

Ancien artisan de 1965 à 1991

Ancien conseiller Municipal
de 1983 à 1988 à SEMEAC (65)

Philippe CADAUX, 32 ans

Agent Commercial Transport
Suppléant.